

Baromètre



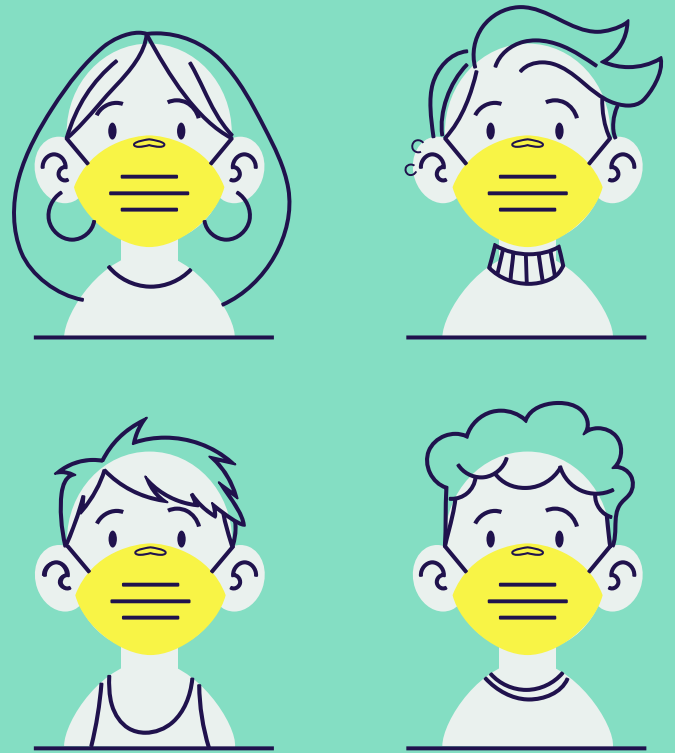
IMPACT COVID-19

ÉCONOMIE

EMPLOI

FORMATION

Bourgogne-Franche-Comté



Juin 2021



BAROMÈTRE IMPACT COVID-19

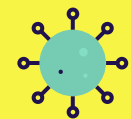
ÉCONOMIE, EMPLOI, FORMATION EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Fruit d'un partenariat entre la Direccte, la Région, l'Insee, les Urssaf, l'AER BFC et Emfor, la Cellule régionale fournit trimestriellement aux acteurs régionaux une sélection d'indicateurs quantitatifs et d'informations qualitatives, afin de suivre l'impact du Covid sur l'économie, l'emploi et la formation.

Ce Baromètre trimestriel propose une quarantaine d'indicateurs permettant d'appréhender les effets de la crise sanitaire en Bourgogne-Franche-Comté et des liens vers les notes de conjoncture ou autres travaux des partenaires pour des détails complémentaires.

Au-delà des données chiffrées, ce Baromètre est enrichi de zooms qualitatifs, variables chaque trimestre, pour éclairer la situation d'un secteur d'activité, d'un territoire ou d'un dispositif.

Création réalisation Emfor Bourgogne-Franche-Comté



SOMMAIRE

Indicateurs

Activité

Aides aux entreprises et salariés

Activité partielle

Emploi

Marché du travail

Formation

Situation des jeunes

Zooms

Impacts de la crise sur les conditions de travail

Impacts de la crise sur la construction

Références

Sources des données utilisées



INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Activité	Période	Nombre	Évolution			Référence au 31/12/2019
			M-1	T-1	sur 1 an	
Créations d'entreprises - y compris micro-entrepreneurs	4 ^e T 2020	6 662	-	-12,3 %	+10,8 %	6 015
Ouvertures de procédures de défaillances d'entreprises	4 ^e T 2020	275	-	+23,9 %	-46,6 %	515
Emplois menacés	4 ^e T 2020	810	-	+89,3 %	-3,5 %	839
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie	03/2021	76,0 %	+2 pts	+3,6 pts	+26,6 pts	71,9 %

Aides aux entreprises et salariés	Période	Nombre	Évolution			Référence au 31/12/2019
			M-1	T-1	sur 1 an	
Demandes d'indemnisation	03/2021	8 075	-28,9 %		-78,5 % (évol. mars 2020-mars. 2021)	
Salariés concernés par les demandes d'indemnisation	03/2021	31 825	-35,9 %		-87,3 % (évol. mars 2020-mars. 2021)	
Montant total des Prêts garantis par l'État	14/05/2021	3 614 691 773	+0,8 %			
dont Industrie		25,5 %	+0,1 pt			
dont Commerce		25,8 %	0 pt			
dont Construction		9,9 %	0 pt			
Nombre d'aides des Prêts garantis par l'État	14/05/2021	24 995	+0,8 %			
Entreprises bénéficiant du Fonds de solidarité	18/05/2021	64 721	+0,7 %			
Montant des aides du Fonds de solidarité	18/05/2021	779 987 561	+21,9 %			
dont Hébergement restauration		41,7 %	+2,6 pts			
dont Commerce		14,1 %	-0,6 pt			
dont Construction		4,0 %	-0,4 pt			
Nombre d'aides du Fonds de solidarité	18/05/2021	267 874	+10,3 %			

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Aides aux entreprises et salariés (suite)	Période	Nombre	Évolution		Référence
			M-1	T-1 sur 1 an	au 31/12/2019
Fonds régional des territoires pour le développement économique	31/12/2020				
Entreprises bénéficiant des aides individuelles		492			
dont aides pour l'investissement		432			
dont aides au fonctionnement		60			
Montant des actions collectives, en euros		547 936			
dont montant pour le fonctionnement		470 563			
dont montant pour l'investissement		77 373			
Fonds régional d'avance pour la consolidation de trésorerie des TPE	07/05/2021				
Montant des avances remboursables mobilisé, en euros		7 576 500			
Emplois maintenus		1 719			
Emplois créés		140			
Taux de reste à recouvrer employeurs privés	1^{er} T 2021	3,3 %	-1,7 pts	-5,0 pts	0,8%
dont Taux de Reste à recouvrer dans l'Industrie		2,3 %	-3,1 pts	-4,1 pts	0,6%
dont Taux de Reste à recouvrer dans la Construction		4,0 %	-2,3 pts	-7,7 pts	2,0%
dont Taux de Reste à recouvrer dans le Commerce		2,0 %	-2,9 pts	-7,6 pts	0,5%
dont Taux de Reste à recouvrer dans les Services		4,4 %	0 pt	-4,0 pts	0,8%
Report de cotisations secteur privé, en euros	31/03/2021	13 684 582	-1 716 478		

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Activité partielle	Période	Nombre	Évolution		Référence au 31/12/2019
			M-1	T-1 sur 1 an	
Heures consommées	4 ^e T 2020	11 361 668	6 468 273	11 089 273	272 395
dont Agriculture		51 258	37 362	51 052	206
dont Industrie		1 288 865	-540 276	1 048 907	239 958
dont Construction		128 526	17 551	122 611	5 915
dont Commerce		2 040 536	1 614 295	2 033 103	7 433
dont Services		7 852 483	5 339 341	7 835 629	16 854
Établissements ayant consommé des heures	4 ^e T 2020	19 306	9 654	19 071	235
Salariés concernés	4 ^e T 2020	62 155	24 587	59 345	2 810
Taux d'utilisation du chômage partiel	4 ^e T 2020	2,5 %	+1,1 pt	+2,4 pts	0,1 %

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Emploi	Période	Nombre	Évolution		Référence au 31/12/2019
			M-1	T-1 sur 1 an	
Emploi salarié total, dont intérim	4^e T 2020	960 400	+0,1 %	-1,5 %	969 900
dont Agriculture		17 900	+4,7 %	+0,1 %	16 900
dont Industrie		165 200	-0,5 %	-2,5 %	168 800
dont Construction		51 300	+0,7 %	+1,0 %	50 600
dont Commerce-réparation automobile		120 000	-0,1 %	-1,2 %	121 800
dont Services marchands hors intérim		231 900	-1,0 %	-3,3 %	235 400
dont Intérim		35 700	+5,2 %	-7,9 %	38 800
Intérimaires selon l'établissement utilisateur	4^e T 2020	36 397	+5,7 %	-6,7 %	39 016
dont Industrie		17 235	+4,6 %	-13,7 %	19 977
dont Construction		4 767	+6,4 %	+1,4 %	4 700
dont Services		13 299	+6,4 %	-0,4 %	13 358
Travailleurs frontaliers	4^e T 2020	38 676	+0,2 %	+0,6 %	37 466
Déclarations préalables à l'emploi	4^e T 2020	160 014	-8,7 %	-16,2 %	190 886
dont contrats à durée indéterminée		25 801	-7,3 %	-12,9 %	29 613
dont contrats à durée déterminée >1 mois		32 914	-11,5 %	-6,6 %	35 231
dont contrats à durée déterminée <1 mois		101 298	-8,2 %	-19,6 %	126 042
dont DPAE Industrie		9 653	+7,5 %	-7,9 %	10 477
dont DPAE Construction		5 990	+2,7 %	+11,3 %	5 382
dont DPAE Commerce		20 253	-8,4 %	-13,7 %	23 468
dont DPAE Hôtellerie-restauration		7 969	-62,7 %	-74,0 %	30 660
dont Services hors intérim		54 655	-3,5 %	-10,7 %	61 236
dont Services non marchands		61 409	+1,9 %	+0,9 %	60 847

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Marché du travail

	Période	Nombre	M-1	Évolution T-1	sur 1 an	Référence au 31/12/2019
Demandeurs d'emploi en fin de mois cat A	4 ^e T 2020	123 090		-5,6 %	+1,9 %	121 220
Demandeurs d'emploi en fin de mois cat A,B,C	4 ^e T 2020	220 530		-1,0 %	+34,5 %	210 940
Demandeurs d'emploi en fin de mois A jeunes < 25 ans	4 ^e T 2020	17 900		-9,3 %	-0,3 %	17 990
Demandeurs d'emploi en fin de mois ABC jeunes < 25 ans	4 ^e T 2020	31 670		-3,2 %	+0,1 %	29 180
Nombre d'offres collectées par Pôle emploi	4 ^e T 2020	21 040		-19,1 %	-17,6 %	25 520
Entrées à Pôle emploi	4 ^e T 2020	18 000		+0,5 %	-4,8 %	19 780
dont fin de contrat	4 ^e T 2020	3 010		-9,3 %	-14,5 %	3 550
dont fin de mission intérim	4 ^e T 2020	1 170		+14,7 %	-22,5 %	1 480
dont licenciement économique	4 ^e T 2020	450		-10,0 %	+32,4 %	340

INDICATEURS

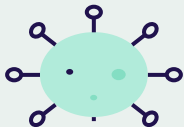
Sources détaillées en fin de document

Formation

	Période	Nombre	M-1	Évolution T-1	sur 1 an	Référence au 31/12/2019
Entrées en formation dans le dispositif amont de la qualification	1 ^{er} T 2021	1 702			+32,8 %	4 535
dont part de jeunes <26 ans		46 %				
Entrées en formation dans le programme qualifiant	1 ^{er} T 2021	1 759			+7,5 %	6 686
dont part de jeunes <26 ans		35 %				
Entrées en formation en École de la 2 ^e chance	1 ^{er} T 2021	134			-2,9 %	574
dont part de jeunes <26 ans		89 %				
Dossiers de transition professionnelle financés	4 ^e T 2020	131		-51,1 %	-36,1 %	285
dont projet hors entreprise		92,4 %		+2,9 pts	+0,4 pt	92 %

Situation des jeunes

	Période	Nombre	M-1	Évolution T-1	sur 1 an	Référence au 31/12/2019
Jeunes accueillis pour la première fois dans une Mission locale	1 ^{er} T 2021	4 661		-70,8 %	+24,2 %	16 934
dont jeunes NEET'S		3 398		-71,8 %	+24,0 %	12 687
dont jeunes diplômés de niveau Cap ou plus		2 373		-73,8 %	+25,6 %	9 148
Jeunes en demande d'insertion	1 ^{er} T 2021	28 612		+3,0 %	+10,0 %	26 330
dont jeunes diplômés de niveau Cap ou plus		15 829		+0,2 %	+11,6 %	14 573



IMPACTS DE LA CRISE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

La crise sanitaire et les mesures mises en place pour freiner la propagation du virus ont conduit à de considérables changements au sein du monde du travail : l'activité s'est réduite ou a été stoppée dans certains secteurs alors qu'elle augmentait dans d'autres ; l'organisation du travail a été modifiée pour s'adapter au contexte (diffusion du télétravail, réorganisation du collectif de travail...) ; les conditions d'emploi ont évolué avec l'extension du recours au chômage partiel.

L'enquête TraCov, réalisée au premier trimestre 2021 auprès de 17 216 individus en emploi, permet de proposer un premier bilan sur les conséquences de ces changements un an après le début de la crise sanitaire.

La collecte des informations a été réalisée par l'institut de sondages Ipsos pour le compte de la Dares.

L'enquête avait pour objectif de décrire :

- les conséquences de ces changements sur les conditions de travail : télétravail et usage des outils numériques, rythmes de travail, insécurité économique, exigences émotionnelles, (ré)organisation des collectifs de travail, coopération, conflits éthiques, articulation vie privée/vie professionnelle etc. ;
- les conséquences de ces changements sur l'état de santé, la prévention sur le lieu de travail, la perception du risque sanitaire en lien avec le travail ;
- le vécu et la santé des personnes ayant occupé un emploi pendant la crise sanitaire et l'ayant quitté ou perdu avant l'enquête.

Source : Dares, Analyses n°28 -
Quelles conséquences de la crise
sanitaire sur les conditions de travail
et les risques psycho-sociaux ? -
mai 2021

IMPACTS DE LA CRISE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Principaux enseignements de l'enquête

Début 2021, pour la moitié des personnes en emploi, les conditions de travail ont peu changé par rapport à l'avant-crise sanitaire. Pour une minorité, elles se sont même légèrement améliorées. Pour une personne en emploi sur trois, le travail s'est en revanche fortement intensifié, même si cette intensification s'est accompagnée d'une adaptation des objectifs, d'un recours accru aux outils numériques, d'un collectif de travail renforcé et du sentiment d'un travail qui a du sens. Enfin, pour une personne en emploi sur dix, les conditions de travail se sont fortement dégradées, du fait d'une intensification du travail combinée à un manque de moyens pour effectuer correctement son travail et à un affaiblissement du collectif.

Les femmes, les travailleurs des secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'enseignement, une partie des cadres et professions intermédiaires en télétravail, ont davantage vécu une intensification et une dégradation de leurs conditions de travail.

Début 2021, l'état de santé psychique des travailleurs s'est fortement dégradé, avec un doublement du risque dépressif et une forte détérioration de la santé perçue, et ce d'autant plus que leurs conditions de travail ont été impactées par la crise sanitaire.



Focus sur l'évolution des conditions de travail et des risques psychosociaux des télétravailleurs pendant la crise sanitaire

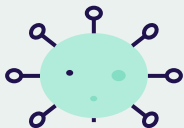
En janvier 2021, 30 % des personnes en emploi télétravaillent au moins quelques jours par mois d'après l'enquête TraCov. Parmi ces télétravailleurs, 48 % ont connu peu de changements dans leurs conditions de travail (groupe « peu d'impact », auquel appartiennent 56 % des non-télétravailleurs) ; 33 % ont connu une nette intensification de leur travail (contre 32 %), 14 % une dégradation d'ensemble (contre 9 %), 4 % une amélioration relative (comme les autres actifs).

La crise sanitaire a donc impacté un peu plus les télétravailleurs que les autres actifs.

Les télétravailleurs très réguliers (plus de trois jours par semaine) déclarent également plus souvent que les autres manquer de moyens suffisants ou adaptés pour effectuer correctement leur travail. Enfin, les télétravailleurs souffrent de troubles de sommeil et de douleurs plus régulièrement qu'avant la crise que les non-télétravailleurs, et cela d'autant plus que le recours au télétravail est intense.

À noter qu'une étude spécifique sur les télétravailleurs sera prochainement publiée.

Source : Dares, Analyses n°28 -
[Quelles conséquences de la crise
sanitaire sur les conditions de travail
et les risques psycho-sociaux ? -
mai 2021](#)



IMPACTS DE LA CRISE SUR LA CONSTRUCTION

Une certaine reprise du secteur de la construction

Les constructions de logements connaissent une embellie grâce à une hausse des activités de 12,5 % en un an à la fin mars 2021. Cette hausse est tirée principalement par les bâtiments collectifs, qui ont enregistré une croissance de près de 25 %. À l'inverse, les activités des mises en chantier des locaux enregistrent un recul net de l'ordre de 5 % (hors secteur agricole). Quant à la commercialisation des logements collectifs et individuels, elle s'est stabilisée autour de 0,2 % en un an au quatrième trimestre 2020.

Les autorisations de construction dans les secteurs des logements et des locaux, sont en baisse. Le ralentissement des activités est plus important pour les autorisations dans les logements collectifs (32 %), les locaux industriels (26,5 %) et commerciaux (32 %).

Pour les Travaux publics, les carnets de commande s'amenuisent, mais sont plus étoffés sur le territoire de la

Bourgogne (4,1 mois) que sur celui de la Franche-Comté (3,5 mois). De plus, les entrepreneurs de l'ex-Bourgogne sont plus optimistes sur les activités futures que ceux de l'ex Franche-Comté.

La production de Béton Prêt à l'Emploi est en baisse de 5,3 % en 2020. La production de Granulats, quant à elle, se stabilise autour de 0,6 % pour plus de 20 millions de tonnes produites entre janvier et novembre 2020.

L'emploi salarié augmente sensiblement et atteint 51 064 salariés sur un an, en région à la fin du quatrième trimestre 2020. Alors que le recours à l'intérim continue sa plongée (-8,8 %), le nombre de demandeurs d'emploi à la recherche d'un poste dans le Bâtiment et les Travaux Publics s'établit à environ 9 000 demandeurs d'emploi en fin de mois au premier trimestre 2021.

Source : CERC Bourgogne-Franche-Comté,
Conjoncture de la filière construction en
Bourgogne-Franche-Comté – mai 2021

IMPACTS DE LA CRISE SUR LA CONSTRUCTION

L'activité entretien - rénovation du bâtiment en Bourgogne-Franche-Comté : activité au 4^{ème} trimestre 2020 et perspectives

Au 4^{ème} trimestre 2020, 76 % des professionnels jugent leur activité annuelle bonne ou très bonne en entretien-rénovation, contre 85 % au trimestre précédent. Ce taux en région est identique à celui relevé au plan national.

Les effets de la crise sanitaire se font ressentir sur l'activité d'entretien-rénovation, qui enregistre une baisse de 1,3 % en volume et de 0,5 % en valeur par rapport à la même période un an plus tôt. Cette baisse en région est inférieure au niveau national.

La bonne tenue du segment des logements s'explique par une augmentation en volume de l'activité (+0,3 % en un an) alors que l'activité du segment des locaux non résidentiels se contracte de 7,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2019.

Les perspectives d'activité en entretien-rénovation pour le premier trimestre 2021 sont plutôt bien orientées.

Malgré la crise sanitaire et le confinement, les carnets de commande affichent une croissance continue depuis le second semestre 2020. Au 4^{ème} trimestre 2020, près de 15 semaines de travail sont garanties en moyenne par les carnets de commandes en entretien-rénovation pour les entreprises. Cela représente 2 semaines de plus que 6 mois plus tôt et également 2 semaines de garanties de plus qu'en moyenne nationale.

Fin 2020, les travaux liés à la rénovation énergétique ont diminué de 0,4 % en un an contre -0,2 % au plan national.



Source : CERC Bourgogne-Franche-Comté, L'activité entretien - rénovation du bâtiment en Bourgogne-Franche-Comté, activité au 4^{ème} trimestre 2020 et perspectives – mai 2021, Données T4 2020



NOTES DE CONJONCTURE RÉGIONALE

Certains indicateurs du Baromètre sont alimentés par les notes de conjoncture



Insee

Tableau de bord Conjoncture Bourgogne-Franche-Comté – 02/06/2021



Insee - Urssaf - Dreets

Conjoncture Emploi 4ème trimestre 2020 – avril 2021



Banque de France

Tendances régionales : Bourgogne-Franche-Comté – mai 2021



Dreets

Note de conjoncture régionale – mai 2021

AUTRES NOTES À CONSULTER



Urssaf

StatUR Bourgogne-Franche-Comté
Conjoncture 4^{ème} trimestre 2020 –
avril 2021



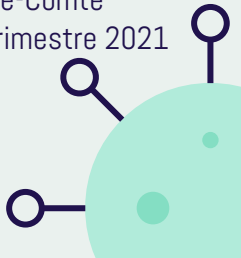
Draaf - agreste

Bourgogne-Franche-Comté
Conjoncture – juin 2021



Pole Emploi

Bourgogne-Franche-Comté
Regard sur – 1^{er} trimestre 2021



SOURCES

ACTIVITÉ

Créations d'entreprises

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Source : Insee-Ree (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)

Défaillances d'entreprises

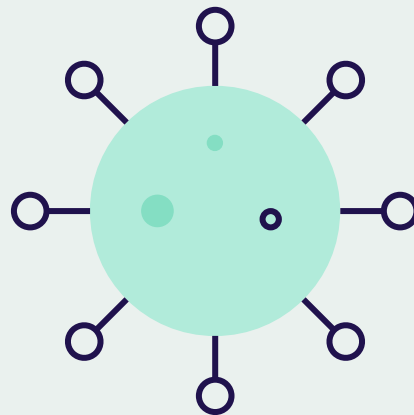
Emplois menacés

Champ : ouvertures de procédures

Source : Société Altares-Bodacc - Traitement Dreetts BFC-Sese

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie

Source : Banque de France



SOURCES

AIDES AUX ENTREPRISES ET SALARIÉS

Demandes d'indemnisation et salariés concernés

Source : Asp-Dgef-p-Dares – Extraction du Si Apart

Prêts garantis par l'État (Pge)

Fonds de solidarité

Source : département Etalab de la Direction interministérielle du numérique (Dinum)

Pacte régional pour l'économie de proximité

Accompagnement de la reprise de l'économie de proximité pour les TPE de moins de 10 salariés

Composé de deux volets :

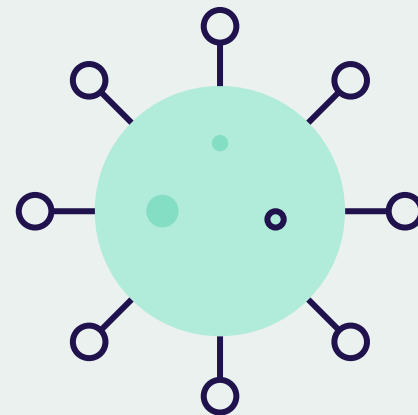
- Fonds régional des territoires pour le développement économique
- Fonds régional d'avance pour la consolidation de trésorerie

Source : Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté-direction économie

Cotisations des employeurs privés

- Taux de reste à recouvrer
- Report de cotisations du secteur privé

Source : Arome, Urssaf



SOURCES

ACTIVITÉ PARTIELLE

Nombre d'heures consommées par secteur d'activité

Établissements ayant consommé des heures

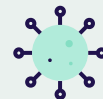
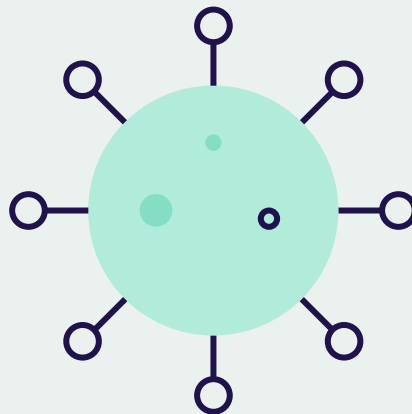
Salariés concernés

Source : Dares-Dreets BFC

Taux d'utilisation du chômage partiel

Champ : assiette chômage partiel / (assiette déplafonnée + chômage partiel)

Source : Acof-Urssaf



SOURCES

EMPLOI

Emploi salarié total dont intérim

Source : Insee, estimations d'emploi - estimations trimestrielles Acoass-Urssaf, Dares, Insee

Intérimaires selon l'établissement utilisateur

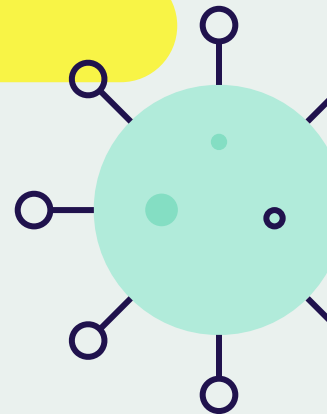
Champ : effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département
Source : Dares, Déclaration sociale nominative (Dsn) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

Travailleurs frontaliers

Source : Office fédéral de la statistique (Ofs)

Déclarations préalables à l'emploi (Dpae)

Champ : régime général, hors intérim
Source : Acoass-Urssaf



SOURCES

MARCHÉ DU TRAVAIL

Demandeurs d'emploi

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Offres collectées par Pôle emploi

Source Pôle emploi, Fichier des offres d'emploi, Données brutes

Entrées à Pôle emploi

Source : Pôle emploi

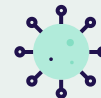


SOURCES

FORMATION

Entrées en formation

Source : Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté



Dossiers de transition professionnelle financés

Source : Transitions Pro Bourgogne-Franche-Comté

SOURCES

SITUATION DES JEUNES

Jeunes accueillis pour la première fois dans une Mission locale

Jeunes en demande d'insertion

Source : Arml - système d'information i-milo

